

# Désinvestissement des énergies fossiles : Bon pour le climat et nos retraites

Luxembourg, le 1er Juillet 2020

Pour nous prémunir des conséquences les plus graves du changement climatique, les émissions de gaz à effet de serre globales doivent être réduites de manière drastique. En effet, afin de limiter la hausse de la température globale à 1,5°C, les émissions globales de gaz à effet de serre doivent diminuer de moitié et atteindre zéro au plus tard dès 2050.

Selon l'accord de Paris, les flux financiers doivent être "*compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques*". Pour Greenpeace, cela signifie que les acteurs du secteur financier doivent arrêter d'investir dans les entreprises de pétrole, de gaz et de charbon. Selon plusieurs analyses, aucun des géants du secteur des énergies fossiles n'est en voie d'atteindre l'objectif de 1,5°C.

Greenpeace Luxembourg a analysé le rapport annuel de 2019 du FDC publié en mai dernier et conclut que ce dernier continue pourtant à investir dans les entreprises charbonnières, pétrolières et gazières. Rien qu'en 2019, le FDC a injecté plus de 256 millions d'euros dans les plus grandes entreprises de charbon<sup>1</sup>. Plusieurs des sous-fonds gérés selon une approche dite durable, dont quelques-uns certifiés avec un label ESG, ont investi dans des pollueurs internationaux tels que Shell, Total, BP, Chevron, Equinor ou encore Fortum.

---

<sup>1</sup> Une comparaison avec la Global Coal Exist List (GCEL) révèle que les investissements du FDC en 2019 dans les grandes entreprises du charbon ont augmenté de 21 % par rapport à l'année précédente et de 60 % par rapport à 2015. En 2019, le FDC a également augmenté ses investissements dans les Carbon Majors (Les 100 producteurs les plus actifs de combustibles fossiles, dont ExxonMobil, Shell, BHP Billiton et Gazprom, responsables pour 71 % des émissions industrielles de gaz à effet de serre depuis 1988).

En 2019, les investissements du FDC étaient divisés en 24 compartiments, chacun administré par des gestionnaires de fonds différents. Selon le FDC, 10 des 24 compartiments l'ont été selon une approche durable définie par leurs gestionnaires respectifs ; 6 des compartiments ont reçu un label ESG de l'association luxembourgeoise de labellisation Luxflag. Notre analyse montre que 6 des 10 compartiments gérés selon cette soi-disant approche durable et que 4 des 6 compartiments labellisés ESG ont investi dans des grandes entreprises pétrolières, minières et gazières ainsi que dans des constructeurs automobiles, des fournisseurs d'électricité, des compagnies aériennes et d'autres entreprises à forte intensité de carbone. On compte parmi ces gestionnaires Axa, Allianz Global Investors, HSBC, Amundi, Robeco et KBIGI. Un compartiment désigné « Green Bond » a en outre investi dans les grandes entreprises du secteur du charbon comme Enel et Southern Power ainsi que dans les fournisseurs d'électricité à forte intensité de carbone comme E.on et Engie.

Le gouvernement luxembourgeois a ratifié l'accord de Paris et s'est engagé publiquement, dans son accord de coalition de 2018 à 2023, à mettre en œuvre des lignes directrices claires en matière d'investissements durables et écologiques pour le FDC. Pourtant, il a omis d'établir une base solide dans le cadre du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat afin de garantir que le FDC et les autres fonds souverains n'investissent plus l'argent public dans les industries des combustibles fossiles.

Face à la négligence du FDC, Greenpeace appelle le gouvernement à joindre le geste à la parole et à agir enfin. Greenpeace exige que le fonds de pension FDC arrête d'investir dans les entreprises de charbon, de pétrole et de gaz.

### Désinvestissement global du pétrole, du gaz et du charbon

De plus en plus de banques, assurances, fonds d'investissement et fonds de pension choisissent de rejoindre le mouvement "*Fossil Fuel Divestment*" et n'investissent donc plus dans le charbon, le pétrole ni le gaz. Au total, 1 237 institutions dans le monde, représentant un total de 14 billions de dollars, ont désinvesti des énergies fossiles. 13 % de ces institutions sont des fonds de pension<sup>2</sup>. Les investisseurs ne désinvestissent pas seulement pour protéger le climat, mais également en raison des risques financiers liés aux investissements dans les énergies fossiles.

Le fonds de pension souverain norvégien GPF (Government Pension Fund Global), le plus grand fonds souverain au monde, dont les actifs s'élèvent à plus de 1000 milliards d'euros, a déjà décidé en 2015<sup>3</sup> d'abandonner les investissements dans les entreprises dont au moins 30% de leur chiffre d'affaires est issu du charbon. En 2019, le fonds a renforcé sa stratégie : il n'investira plus dans les entreprises uniquement actives dans le secteur du pétrole ou du gaz<sup>4</sup>. En 2020, le fonds a également décidé, pour la protection du climat, de ne plus investir dans quatre entreprises de pétrole et de sables bitumineux.<sup>5</sup>

En dehors de la *Norges Bank Investment Management* (NBIM, le gérant d'actifs du fonds de pension souverain norvégien), d'autres investisseurs importants, tels que Allianz, Axa, Generali ou encore MunichRe, ont également adopté des stratégies de désinvestissement.<sup>6</sup> Bien que celles-ci comportent des lacunes, elles ont permis de soustraire des milliards d'euros du secteur des énergies fossiles.

<sup>2</sup> <https://gofossilfree.org/divestment/commitments/>

<sup>3</sup> <https://www.theguardian.com/environment/2015/jun/05/norways-pension-fund-to-divest-8bn-from-coal-a-new-analysis-shows>

<sup>4</sup> <https://www.reuters.com/article/us-norway-swf-oil/norway-sovereign-wealth-fund-to-divest-oil-explorers-keep-refiners-idUSKBN1WG4R9>

<sup>5</sup> <https://www.norges-bank.no/en/news-events/news-publications/News-items/2020/2020-05-13-spu>

<sup>6</sup> <https://urgewald.org/divestment-erfolge>

Des gestionnaires d'actifs comme Amundi, AP4, Storebrand et KPL ont assumé un rôle clé dans le développement des stratégies de placement à faible intensité de carbone qui offrent des rendements au moins comparables. Storebrand, le plus grand assureur-vie de la Norvège coté en Bourse, a décidé de s'orienter vers la sortie complète du charbon. Il figure parmi un groupe de gérants d'actifs qui se sont engagés à devenir climatiquement neutre d'ici 2050. En 2019, Storebrand s'est, dans tous les fonds gérés par sa filiale suédoise, séparé des entreprises qui produisent ou distribuent des combustibles fossiles ainsi que des entreprises directement liées à ces industries, telles que les entreprises qui fournissent l'industrie pétrolière. Ainsi, Storebrand investit environ 29 milliards de dollars, soit plus d'un tiers de son capital, dans des placements sans énergies fossiles. Selon l'établissement financier, la croissance de ces derniers est sans doute liée à la forte demande globale des clients. En effet, de plus en plus d'États, de municipalités et de communes exigent des solutions de placement alternatives afin d'aligner leur capital avec leur engagement pour le climat<sup>7</sup>.

L'Irlande est le premier pays à vouloir faire cesser l'intégralité des investissements de ses fonds souverains dans les énergies fossiles<sup>8</sup>.

En septembre 2019, à l'occasion du sommet pour le climat des Nations Unies à New York, est née la *Net-Zero Asset Owner Alliance*<sup>9</sup>. Il s'agit d'une initiative qui représente un capital de quatre milliards de dollars<sup>10</sup>. Les membres de l'alliance s'engagent à aligner leurs portefeuilles avec les ambitions de l'accord de Paris : pour atteindre l'objectif d'une hausse maximale de la température à 1,5°C comparé à l'ère préindustrielle, les émissions de gaz à effet de serre financées par les investissements doivent être réduites à zéro.

AP1, l'un des cinq fonds de pension suédois, a annoncé en mars 2020 qu'il arrêterait tous ses investissements dans tous les combustibles fossiles<sup>11</sup>. Jusqu'alors, AP1 avait investi environ 4,5 milliards de couronnes suédoises (environ 430 millions d'euros) dans 130 des entreprises du secteur. Des raisons économiques ont largement motivé cette décision. Le président de AP1, Hansson Brusewitz, a expliqué que *“renoncer aux combustibles fossiles est pour le fonds un moyen efficace de surmonter les risques financiers liés à une transition en concordance avec l'accord de Paris [(...) Divesting from fossil fuels is an efficient way for the fund to manage the financial risk associated with a transition in line with the Paris agreement (...)]”*.

<sup>7</sup> <https://ieefa.org/insurer-storebrand-says-24-billion-managed-by-its-swedish-unit-is-now-fossil-free/>

<sup>8</sup> <https://www.reuters.com/article/us-ireland-fossilfuels-divestment/ireland-commits-to-divesting-public-funds-from-fossil-fuel-companies-idUSKBN1K22AA>

<sup>9</sup> <https://www.unepfi.org/net-zero-alliance/>

<sup>10</sup> Cette initiative a été initiée par Allianz, Caisse des Dépôts, La Caisse de Dépôt et Placement du Québec (CDPQ), Folksam Group, PensionDanmark et SwissRe. Après, Alecta, AMF, CalPERS, Nordea Life and Pension, Storebrand et Zurich l'ont joint comme membres de la fondation. Aviva, AXA, CNP Assurances, le Fonds de Réserve pour les Retraites (FRR), Generali et la Church of England ont également joint l'initiative.

<sup>11</sup> <https://www.reuters.com/article/climatechange-investments-sweden/swedish-pension-fund-joins-move-to-end-fossil-fuel-investments-idUSL8N2B97HA>

## Investissements dans les entreprises du secteur des énergies fossiles : un risque pour le climat et les retraites

Non seulement les énergies fossiles nuisent à l'environnement et accélèrent de façon dramatique la crise climatique, mais elles représentent également un risque financier pour les investisseurs.

Afin de respecter l'accord de Paris et ainsi de limiter la hausse de la température globale à 1,5°C, notre société doit s'affranchir des énergies fossiles et construire une économie uniquement basée sur les énergies renouvelables.

Cela conduira au recul de la demande des combustibles fossiles. Les investissements dans le pétrole, le gaz ou le charbon deviendront ainsi des « actifs échoués ». Dans le même temps, les rendements des combustibles fossiles diminuent, tandis que les énergies renouvelables deviennent de plus en plus rentables.

Les expert-es du secteur financier, les autorités de surveillance du secteur financier ainsi que les banques centrales mettent en garde contre les pertes financières des entreprises dont le modèle économique est basé sur les combustibles fossiles ou sur des entreprises menacées par les effets du changement climatique.

Le rapport *“Divestment from Fossil Fuels: The Financial Case”* de l'Institute for Energy Economics and Financial Analysis (IEEFA)<sup>12</sup> se préoccupe des risques financiers des énergies fossiles. Le rapport conclut que, bien que les énergies fossiles aient été un investissement relativement stable et rentable, leur rendement a changé beaucoup au cours des années précédentes. Le rapport suggère que le marché à venir sera différent du passé et que les investissements dans les combustibles fossiles ne seront pas aussi rentables qu'il y a 50 ans. Le secteur de l'énergie a en outre pris du retard par rapport au marché lors des cinq dernières années.

Selon une étude, le fonds de pension de l'Etat de New York a ainsi perdu environ 17,5 milliards de dollars en dix ans à cause de son maintien des investissements dans les énergies fossiles.

L'IEEFA conclut que les investissements dans les entreprises du secteur des énergies fossiles sont clairement des investissements malavisés à long terme<sup>13</sup>:

*“Autrefois leader du marché, le secteur des combustibles fossiles est un mauvais investissement depuis dix ans. Les rendements financiers étaient catastrophiques. (...) En 1980, sept des dix entreprises leaders dans l'index de Standard & Poor's étaient des entreprises de pétrole et de gaz. Aujourd'hui, on n'y trouve aucune de ces entreprises. En*

<sup>12</sup>[http://ieefa.org/wp-content/uploads/2018/07/Divestment-from-Fossil-Fuels\\_The-Financial-Case\\_July-2018.pdf](http://ieefa.org/wp-content/uploads/2018/07/Divestment-from-Fossil-Fuels_The-Financial-Case_July-2018.pdf)

<sup>13</sup> <https://ieefa.org/ieefa-update-fiduciary-duty-and-fossil-fuel-divestment/>

1980, les entreprises d'énergie constituaient 28% du S&P500 contre 4% aujourd'hui. Les perspectives pour les entreprises de pétrole et de gaz sont faibles au mieux. En bref, les arguments financiers en faveur d'un désinvestissement des énergies fossiles sont bien fondés. (...) Les analystes de Redburn, qui ne sont pas connus pour être des idéalistes naïfs, estiment que les entreprises de pétrole et de gaz font l'objet d'un risque existentiel. Il n'y a aucune limite à leurs actions. La question n'est pas si, mais quand le creux de la vague va être atteint. Beaucoup de conseillers d'investissement ont mis du temps à se désengager des exploitations de charbon relativement petites et, par conséquent, leurs clients ont perdu des millions de dollars d'actifs. Les pertes, qui vont s'accumuler à cause du maintien des investissements dans le pétrole et le gaz, vont être encore plus grandes".

L'IEEFA informe également que Blackrock, le plus grand gérant de fortune au monde, a enregistré des pertes de plus de 90 milliards de dollars au cours de la dernière décennie. 75 % de ces pertes sont dues à des investissements dans quatre entreprises seulement : ExxonMobil, Chevron, Royal Dutch Shell et BP. Au cours de la dernière décennie, celles-ci ont toutes eu des résultats pires que ceux du marché global<sup>14</sup>.

Face à ces pertes, la question se pose : pourquoi le Fonds de Compensation investit-il depuis des années dans des entreprises du secteur d'énergie fossile aussi peu rentables et climaticides ?

Le changement d'un portfolio incluant des entreprises du secteur des énergies fossiles à un portfolio les excluant peut même être bénéfique à court-terme. Au cours des cinq dernières années, les indices sans énergies fossiles ont obtenu de meilleurs résultats que les indices avec, comme le montre l'indice mondial MSCI-All Country Global Index avec et sans combustibles fossiles.

Le fonds de pension danois PFA, qui a analysé la situation actuelle des entreprises durables par rapport à la crise de Covid-19<sup>15</sup>, indique qu'un portfolio durable n'a pas de plus mauvais rendements qu'un portfolio qui inclut également des entreprises non durables. Les entreprises répondant aux critères ESG ont des résultats au moins aussi bons, parfois même meilleurs, notamment pendant la crise sanitaire. En ce moment, l'indice Standard MSCI Europe a diminué de 17%, alors que l'indice ESG Leader Index a baissé de 11,5% seulement. L'intérêt pour les investissements durables augmente, tandis que celui aux combustibles fossiles est en déclin.

Le mouvement de désinvestissement lui-même a également eu un effet sur la rentabilité des investissements dans les combustibles fossiles, comme l'examine le rapport SAP (*Stranded*

<sup>14</sup><https://ieefa.org/ieefa-report-blackrocks-fossil-fuel-investments-wipe-us90-billion-in-massive-investor-value-destruction/>

<sup>15</sup><https://www.ipe.com/news/denmarks-pfa-says-sustainable-investment-does-not-harm-returns/10046541.article>

*Assets Programme*)<sup>16</sup>. Cette campagne a un impact indirect important, sur l'image de l'entreprise par exemple. Un changement dans les normes du marché peut également avoir comme conséquence une exclusion des énergies fossiles par les fonds gérés de façon passive, comme des banques ou investisseurs privés. C'est tout particulièrement l'industrie du charbon, plus petite et plus fragmentée que celle du pétrole ou du gaz, qui va être concernée par cette baisse de réputation.

### **FDC : il est temps de désinvestir !**

La protection du climat n'est pas seulement la responsabilité des citoyen-nés. Le gouvernement luxembourgeois doit aussi assumer la sienne. Au sujet du FDC, cela signifie qu'il doit créer les conditions juridiques permettant d'aligner la politique d'investissement du fonds avec les conventions internationales. Par rapport à l'accord de Paris, cela signifie que les investissements du FDC dans les entreprises climaticides du secteur du charbon, du pétrole et du gaz doivent être arrêtés. Il ne s'agit pas seulement d'un test pour les ambitions climatiques du gouvernement, mais aussi pour celles des syndicats et du patronat présents dans le conseil d'administration du FDC.

Il est temps d'organiser la politique d'investissement du FDC écologiquement et socialement responsable. Outre la protection de nos moyens de subsistance et des droits de l'humain, cela contribuerait également à garantir à long terme les pensions des générations actuelles et futures.

### **Contact**

Martina Holbach, chargée de campagnes Climat & Finances, Greenpeace Luxembourg,  
[martina.holbach@greenpeace.org](mailto:martina.holbach@greenpeace.org), (+352) 621 233 362

Myrna Koster, chargée de campagne Justice climatique, Greenpeace Luxembourg,  
[myrna.koster@greenpeace.org](mailto:myrna.koster@greenpeace.org), (+352) 661 853 408

Myriam Wecker, chargée de communication, Greenpeace Luxembourg,  
[myriam.wecker@greenpeace.org](mailto:myriam.wecker@greenpeace.org), (+352) 621 476 542

---

<sup>16</sup> <https://www.smithschool.ox.ac.uk/publications/reports/SAP-divestment-report-final.pdf>